



## **Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/48/401  
7 octobre 1993  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-huitième session  
Points 10, 18, 31, 40, 42, 43, 91,  
95, 99, 103, 112, 114, 140 et  
153 de l'ordre du jour

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'ACTIVITE DE L'ORGANISATION

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE  
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

LA SITUATION DE LA DEMOCRATIE ET DES DROITS DE L'HOMME EN HAITI

LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE : PROCESSUS D'ETABLISSEMENT  
D'UNE PAIX FERME ET DURABLE ET PROGRES REALISES DANS LA  
STRUCTURATION D'UNE REGION DE PAIX, DE LIBERTE, DE DEMOCRATIE  
ET DE DEVELOPPEMENT

LA SITUATION EN BOSNIE-HERZEGOVINE

COOPERATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
ET L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

COOPERATION INTERNATIONALE POUR LA CROISSANCE  
ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT

APPLICATION DES DECISIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE  
DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT

COOPERATION ET ASSISTANCE INTERNATIONALES EN VUE D'ATTENUER  
LES CONSEQUENCES DE LA GUERRE EN CROATIE ET DE FACILITER  
LE RELEVEMENT DE CE PAYS

CONTROLE INTERNATIONAL DES DROGUES

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

MESURES VISANT A ELIMINER LE TERRORISME INTERNATIONAL

OCTROI A LA COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE DU STATUT  
D'OBSERVATEUR AUPRES DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Lettre datée du 9 septembre 1993, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de la Grenade auprès  
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué de la dix-neuvième Réunion du Comité permanent des ministres des affaires étrangères de la Communauté des Caraïbes, qui s'est tenue à Saint-Georges (Grenade), les 10 et 11 mai 1993 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 10, 18, 31, 40, 42, 43, 91, 95, 99, 103, 112, 114, 140 et 153 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Eugene M. PURSOO

ANNEXE

Communiqué de la dix-neuvième Réunion du Comité permanent des  
ministres des affaires étrangères de la Communauté des Caraïbes,  
publié le 11 mai 1993 à Saint-Georges (Grenade)

Le Comité permanent des ministres des affaires étrangères de la Communauté des Caraïbes a tenu sa dix-neuvième Réunion à Saint-Georges (Grenade) les 10 et 11 mai 1993. Tous les Etats membres du Comité permanent y ont participé. Les chefs de délégation étaient : M. Eric Challenger, Secrétaire général du Ministère des affaires extérieures et de la planification d'Antigua-et-Barbuda; l'honorable Algernon Allen, Ministre des affaires étrangères par intérim des Bahamas; l'honorable Maurice King, Ministre de la justice et Ministre des affaires étrangères de la Barbade; l'honorable Said Musa, Ministre des affaires étrangères et du développement économique du Belize; Mme Judith Pestaina, Secrétaire permanente du Ministère des affaires extérieures/Mouvement de l'unité de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales de la Dominique; le très honorable Nicholas Brathwaite, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Grenade; l'honorable Clement Rohee, Ministre des affaires étrangères du Guyana; l'honorable Paul Robertson, Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Jamaïque; S. E. M. William V. Herbert, Ministre des affaires étrangères par intérim de Saint-Kitts-et-Nevis; l'honorable George Mallet, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, de l'intérieur, des affaires de la Communauté des Caraïbes et du commerce et de l'industrie de Sainte-Lucie; l'honorable Herbert Young, Ministre des affaires étrangères et du tourisme de Saint-Vincent-et-les Grenadines; et l'honorable Ralph Maraj, Ministre des affaires étrangères de la Trinité-et-Tobago.

M. Edwin Carrington, Secrétaire général de la Communauté des Caraïbes, a présidé la cérémonie d'ouverture.

Le très honorable Nicholas Brathwaite, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Grenade, a prononcé l'allocution de fond.

Le très honorable Nicholas Brathwaite a fait valoir que, dans un environnement international de plus en plus insensible aux intérêts des petits Etats, il importait pour les pays de la Communauté des Caraïbes de mettre leurs ressources en commun et déclaré ce qui suit :

"Les répercussions sur de petites économies peu diversifiées telles que les nôtres du libre-échange et de la libéralisation du commerce international, ainsi que du commerce intrarégional et de la formation de superblocs – sans compter la grave récession qui frappe les grands pays industrialisés – devraient nous amener à tirer parti de nos nombreux points communs pour faire passer au second rang les intérêts nationaux particuliers et resserrer les liens qui nous unissent, de façon à parler par la voix d'un seul peuple et d'une seule famille régionale et à renforcer ainsi notre pouvoir de négociation."

L'honorable Algernon Allen, Ministre des affaires étrangères par intérim des Bahamas, a pris la parole devant la Réunion en sa qualité de Président sortant du Comité permanent.

L'honorable Said Musa, Ministre des affaires étrangères et du développement économique du Belize, a répondu au nom des délégations invitées.

Le très honorable Nicholas Brathwaite a été élu président de la Réunion et nouveau président en exercice du Comité permanent. Sur sa demande, l'honorable Francis A. Alexis, Ministre de la justice et des affaires de la CARICOM de la Grenade, a présidé les débats.

#### ENVIRONNEMENT POLITIQUE INTERNATIONAL

Les ministres ont constaté qu'ils se réunissaient une fois de plus avec en toile de fond un environnement mondial imprévisible et en évolution rapide, dont les effets se font sentir au niveau régional. Ils ont noté en particulier l'accent mis sur le pouvoir économique par les grands blocs économiques constitués en coalition et la disparité croissante entre pays développés et pays en développement. Ces derniers sont confrontés sur le marché international à des conditions plus rigoureuses qui contrarient leurs efforts vers une plus grande compétitivité et les Etats de la région des Caraïbes sont toujours aux prises avec des problèmes nombreux et complexes qui mobilisent leurs ressources.

Les ministres ont noté en conclusion que les Etats de la Communauté devaient, compte tenu des circonstances, passer rapidement et de manière décisive à une bonne planification et à une action commune pour trouver des solutions adaptées aux nouvelles réalités.

#### QUESTIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES

Les ministres ont examiné l'évolution de la situation concernant la Zone nord-américaine de libre-échange (NAFTA). Ils ont estimé que l'instauration de la Zone sous sa forme actuelle nuirait au développement économique de la région, qui verrait une partie des investissements et du commerce lui échapper. Ils sont convenus que les pays de la Communauté des Caraïbes devaient, en collaboration avec les autres pays bénéficiaires de l'Initiative américaine en faveur des Caraïbes (Caribbean Basin Initiative), mettre tout en oeuvre pour préserver et étendre les avantages liés à l'Initiative.

Les ministres ont noté la tendance croissante à la régionalisation en Amérique du Nord, en Europe et dans la région du Pacifique, et à la mondialisation de la production, du capital et de la distribution.

Ils ont exprimé leur préoccupation devant le retard pris dans la conclusion des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, tout en admettant que la libéralisation du commerce international posait des problèmes particuliers aux Etats membres de la Communauté, à l'économie de petite taille et ouverte. Ils ont estimé que, face à la mondialisation de l'économie et aux réformes introduites dans le commerce international à l'échelon des régions et de l'hémisphère, les Etats membres devraient prendre des mesures pour restructurer leur économie et améliorer leur productivité et leur compétitivité.

Les ministres se sont inquiétés de la chute constante des apports de ressources à des conditions de faveur, d'autant que le service de la dette demeure un grave problème pour plusieurs Etats membres. C'est le développement qui au bout du compte en pâtit. Les ministres ont donc réitéré leur appel à la communauté internationale et notamment aux institutions financières multilatérales pour que l'on trouve des solutions nouvelles au grave problème de la dette, dans le but d'aider les pays en développement et de réduire les contraintes qui pèsent sur leurs ressources, entravant leur développement.

Les ministres ont rappelé avec insistance aux pays développés qu'ils devaient ouvrir davantage leurs marchés aux exportations des Etats membres de la Communauté.

Ils ont aussi insisté sur la nécessité de renforcer le processus d'intégration régionale pour que les Etats membres soient mieux armés pour faire face à l'évolution de l'environnement économique.

#### RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE DES CARAIBES ET L'AMERIQUE LATINE

Les ministres, examinant l'évolution des relations entre la Communauté des Caraïbes et l'Amérique latine, ont estimé qu'un effort devait être fait pour les améliorer.

Ils se sont montrés disposés à conclure avec la Colombie un accord commercial largement similaire à celui qui a récemment été passé avec le Venezuela et ont pris note de l'intérêt manifesté par le Chili et l'Argentine en faveur de l'établissement de relations plus étroites avec la Communauté.

Les ministres ont félicité la Jamaïque pour la manière dont elle s'acquittait de son rôle de porte-parole de la CARICOM au sein du Groupe de Rio et sont convenus que, lorsque le mandat de la Jamaïque serait arrivé à expiration, il faudrait perpétuer la représentation de la région auprès du Groupe. A cet égard, ils se sont félicités de l'intérêt manifesté par la Trinité-et-Tobago à la succession à la Jamaïque.

Les ministres se sont déclarés déterminés à continuer de participer activement aux autres groupements de l'hémisphère, afin de renforcer la coopération à tous les niveaux.

#### RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE DES CARAIBES ET L'AMERIQUE CENTRALE

Les ministres ont pris note des faits nouveaux intervenus dans les relations entre la CARICOM et l'Amérique centrale et, en particulier, de la collaboration entre les secrétariats des deux sous-régions, qui s'efforcent de prendre des mesures concrètes dans les domaines prioritaires.

Ils ont autorisé le secrétariat de la CARICOM à entamer des négociations avec le secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale, en vue de s'entendre avec lui sur les termes d'un accord de coopération de base entre les deux organisations.

Les ministres ont avancé les préparatifs de la deuxième Conférence ministérielle entre la CARICOM et les pays d'Amérique centrale, qui doit se

tenir à la Jamaïque, les 27 et 28 mai 1993. Ils sont convenus que les Etats membres de la Communauté des Caraïbes devaient tous être représentés à la réunion et se sont entendus sur une approche commune du projet d'ordre du jour.

Ils sont aussi convenus que les activités visant à renforcer les relations entre les deux sous-régions devaient mettre davantage l'accent sur le rôle du secteur privé et sur les contacts entre les peuples.

#### BANANE

Les ministres ont publié une déclaration sur la banane (voir appendice).

#### RELATIONS ENTRE LE BELIZE ET LE GUATEMALA

Les ministres ont pris acte avec satisfaction du rapport du Gouvernement bélizien sur l'évolution de ses relations avec le Guatemala depuis la dernière réunion du Comité permanent.

Ils ont noté que les relations entre les deux pays continuaient de s'améliorer, ce qui ne faisait que renforcer la coopération entre la Communauté des Caraïbes et l'Amérique centrale.

Ils se sont félicités que la Cour constitutionnelle du Guatemala ait sanctionné la reconnaissance de l'indépendance et de la souveraineté du Belize par le Gouvernement guatémaltèque et l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays.

Les ministres ont réaffirmé leur soutien à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Belize et invité instamment tous les gouvernements qui partagent leur point de vue à maintenir leur engagement et à apporter tout leur soutien au Belize s'agissant des questions de sécurité, compte tenu de l'évolution de la situation politique.

#### RELATIONS ENTRE LE GUYANA ET LE VENEZUELA

Les ministres ont noté avec satisfaction que les relations entre le Guyana et le Venezuela continuaient d'évoluer favorablement. Ils ont noté en particulier que la récente visite officielle effectuée par le Président Cheddi Jagan au Venezuela avait contribué à l'instauration de relations cordiales entre les deux pays.

Les ministres se sont aussi félicités de la décision des deux Présidents d'oeuvrer activement à la recherche d'une solution pacifique au différend frontalier qui oppose les deux pays, en faisant appel aux bons offices de sir Alistair McIntyre, sous les auspices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Les ministres ont aussi réaffirmé leur appui à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Guyana.

## RELATIONS AVEC CUBA

Les ministres ont examiné l'évolution des relations entre la Communauté des Caraïbes et Cuba, compte tenu de la décision prise lors de la treizième Conférence des chefs de gouvernement concernant la création d'une commission mixte CARICOM-Cuba. Les ministres se sont aussi intéressés au débat international sur la place que devrait occuper Cuba dans le système interaméricain, étant entendu que les relations avec ce pays doivent être fondées sur la coopération et être conformes aux principes observés au sein du système interaméricain.

Les ministres ont examiné un projet d'accord relatif à la création de la commission mixte et sont convenus de reporter à plus tard l'examen de la question.

## HAÏTI

Le Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Etats américains (OEA) et le Directeur du Département des affaires politiques ont informé les ministres de l'évolution récente de la situation en Haïti.

Les ministres ont de nouveau condamné le coup de force du régime militaire haïtien et déploré les incessantes violations des droits de l'homme dont ne cessent d'être victimes les citoyens d'Haïti.

Les ministres ont réaffirmé leur soutien aux initiatives décisives que l'ONU et l'OEA ont prises pour régler la crise politique haïtienne et ils ont rendu hommage au rôle éminent joué à cet égard par la CARICOM.

Les ministres ont exhorté la communauté internationale à renforcer, dans le cadre d'un effort concerté visant à aboutir à un règlement rapide de la crise politique haïtienne, les mesures prises contre le régime en place en Haïti.

Les ministres sont convenus qu'il serait souhaitable de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU de la question, de sorte qu'il examine le problème après avoir dûment consulté l'OEA.

## ASSOCIATION DES ETATS DES CARAIBES

En vue de l'éventuelle création d'une Association des Etats des Caraïbes, les ministres ont approuvé des directives concernant sa composition, ses objectifs et sa structure que les chefs de gouvernement pourraient envisager de prendre comme base pour l'élaboration d'un mandat plus concret et pour les discussions avec les Etats susceptibles d'adhérer à l'Association.

Les ministres ont noté qu'au début de juin, l'ancien Premier Ministre jamaïcain, M. Michael Manley, prendrait contact avec les Etats des Caraïbes pour voir s'ils seraient intéressés par une telle adhésion et que cette initiative serait complétée par des consultations analogues menées par le Secrétaire général de la Communauté des Caraïbes.

Les ministres ont déclaré que les intérêts des Etats susceptibles d'adhérer seraient mieux servis si le mandat de l'Association ne se limitait pas à la

formulation de stratégies de coopération fonctionnelles, mais visait aussi à élargir le marché régional de façon à renforcer le pouvoir de négociation des Etats concernés.

#### REPRESENTATION EXTERIEURE COMMUNE OU COORDONNEE

Les ministres ont examiné la question de la représentation extérieure commune ou coordonnée des Etats membres de la CARICOM dans les pays du tiers monde ainsi que dans les organes directeurs des principales organisations internationales; au cours de leurs discussions, ils ont pris connaissance des conclusions d'une réunion diplomatique de haut niveau qui s'était tenue au moment même où ils se réunissaient.

Les ministres ont réaffirmé que, dans certaines villes, une représentation extérieure coordonnée et commune pouvait présenter des avantages pour la conduite de relations bilatérales et multilatérales, mais ils ont estimé qu'il était nécessaire de conserver une certaine souplesse et de trouver des formules adaptées aux différentes situations.

En outre, il a été décidé que la question de la représentation commune et coordonnée devrait être examinée plus en détail par le groupe de travail spécialement créé à cet effet ainsi que dans le cadre d'initiatives bilatérales dont les Etats membres pourraient convenir. Les ministres ont décidé de charger M. Paul Robertson, Ministre jamaïcain des affaires étrangères, de faire avancer, en collaboration avec le Secrétariat, les travaux consacrés à cette question.

#### ENVIRONNEMENT

Les ministres ont pris acte des décisions et des initiatives prises à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) tenue en juin 1992, et en particulier de la constitution d'une Commission du développement durable comprenant 53 membres, de la création à l'ONU d'un Département de la coordination des politiques et du développement durable et de la mise sur pied par le PNUD du programme Capacités 21 pour aider les pays en développement à résoudre leurs problèmes d'environnement et de développement.

Les ministres ont invité les Etats membres à participer pleinement à la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats en développement insulaires qui doit se tenir à la Barbade en avril 1994. Ils ont demandé que, pour préparer comme il convient cette conférence, l'on organise une deuxième conférence préparatoire en 1994 et ils ont invité tous les Etats Membres à participer pleinement à la réunion préparatoire régionale qui doit se dérouler à la Trinité-et-Tobago en 1993.

Les ministres ont recommandé que tous les Etats membres intensifient les consultations nationales de manière à sensibiliser toutes les catégories de la population aux problèmes d'environnement vitaux qui seront abordés. Les ministres ont également demandé que les propositions régionales relatives à l'environnement soient rendues plus spécifiques et soient axées sur des questions telles que l'érosion côtière et la pollution des mers.



Ils ont pris note du fait que les pays de la CARICOM étaient parvenus à empêcher la circulation dans les eaux caraïbes de navires transportant des déchets de plutonium. Ils se sont de nouveau déclarés résolus à s'opposer au transit dans la région de chargements de déchets nucléaires dangereux et toxiques.

#### RELATIONS ENTRE LA CARICOM ET LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Les ministres ont profité de l'occasion pour examiner l'ensemble des éléments qui sous-tendent les relations entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats membres de la CARICOM.

Les ministres ont pris note des progrès réalisés dans la voie d'un accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et pris acte de l'introduction de la loi Gibbons (HR 1403), le Caribbean Basin Free Trade Agreements Act 1993. Tout en se félicitant de la "parité ALENA" prévue dans cette loi, ils se sont déclarés particulièrement préoccupés par la brièveté de la période de transition prévue.

Les ministres ont estimé que parallèlement à la ratification de l'ALENA, il faudrait trouver un mécanisme qui puisse préserver les avantages dont les pays de la CARICOM jouissent actuellement en vertu de la "Caribbean Basin Initiative" et les étendre à des produits jusqu'ici exclus.

Les ministres sont convenus d'appeler l'attention du nouveau Gouvernement américain sur les aspects des relations entre les Etats-Unis et la CARICOM qui préoccupent le plus cette dernière, et en particulier sur la diminution brutale de l'aide aux pays des Caraïbes prévue pour le prochain exercice budgétaire. Les ministres ont décidé d'utiliser tous les moyens à leur disposition, en faisant notamment appel aux personnalités les plus en vue de la communauté antillaise résidant aux Etats-Unis, pour attirer l'attention sur ces questions.

Les ministres ont également exprimé l'espoir de nouer avec le Gouvernement des Etats-Unis des liens mutuellement bénéfiques dans tous les domaines importants (GATT, aide extérieure, environnement, drogues illicites et autres questions intéressant l'hémisphère).

#### RELATIONS AVEC LE CANADA

Les participants à la réunion ont fait le bilan des relations entre les pays de la région et le Canada, dans la perspective de leurs rapports privilégiés traditionnels.

Les ministres ont pris note des effets de la transformation de la scène mondiale sur ces relations et en particulier acte de la décision récente du Gouvernement canadien de réduire le montant des ressources allouées à la région au titre de l'enveloppe de l'aide internationale.

Les ministres ont demandé que la septième réunion du Comité mixte des affaires économiques et commerciales CARICOM/Canada ait lieu au plus tôt. Ils ont estimé qu'il ne fallait épargner aucun effort pour renforcer, dans tous les domaines, les liens entre la Communauté des Caraïbes et le Canada.

#### RELATIONS AVEC LE JAPON

Les ministres se sont félicités du projet d'organiser en Jamaïque, le 23 juillet 1993, une rencontre officielle entre des représentants de la Communauté des Caraïbes et une délégation japonaise pour discuter de l'amélioration de leurs échanges et des possibilités d'investissement. Le Comité est convenu que les Etats membres devraient faire tout leur possible pour participer à cette réunion et proposer des questions à inscrire à l'ordre du jour.

Le Comité a également pris note de l'invitation que le Japon a adressée aux Etats membres de la Communauté des Caraïbes de participer à un séminaire organisé le 8 juin 1993 à Port of Spain sur l'aide au développement offerte par le Japon.

#### AFRIQUE DU SUD

Les ministres ont examiné l'évolution récente de la situation en Afrique du Sud et condamné l'assassinat de Chris Hani. Notant avec préoccupation que ce forfait et les autres actes de violence commis dans le pays rendaient encore plus urgente la reprise des négociations multipartites, ils ont engagé le Gouvernement sud-africain à fixer sans tarder une date pour la tenue d'élections générales. Ils ont réaffirmé qu'il ne pourrait y avoir de levée progressive des sanctions tant que des progrès réels et irréversibles sur la voie de l'instauration d'une Afrique du Sud non raciale et démocratique n'auraient pas été réalisés.

Ayant également appris avec tristesse le décès de M. Olivier Tambo, ancien Président de l'African National Congress (ANC), ils ont tenu à saluer la contribution éminente que M. Tambo avait apportée à la lutte pour la libération des peuples d'Afrique australe, et en particulier à la lutte contre le régime d'apartheid qui sévissait en Afrique du Sud. En hommage à ce grand combattant de la liberté, une minute de silence a été observée.

#### EX-YOUGOSLAVIE

Les ministres ont condamné les atrocités perpétrées en Bosnie-Herzégovine, et en particulier la politique de nettoyage ethnique pratiquée par les Serbes à l'encontre de la population musulmane. Ils ont déclaré qu'ils appuyaient toutes les mesures prises par l'Organisation des Nations Unies pour alléger les souffrances et mettre fin à ce conflit atroce. A cet égard, ils ont exprimé leur appui à la toute dernière initiative de l'ONU visant à constituer un tribunal international spécial chargé de juger et de châtier les auteurs de crimes de guerre commis sur les territoires de l'ex-Yougoslavie.

#### PENINSULE COREENNE

Les ministres ont pris note de l'instabilité croissante qui régnait dans la péninsule coréenne et invité les deux parties à faire preuve de sagesse dans leurs relations mutuelles. Notant la tendance internationale à l'application de plus en plus universelle des principaux traités de désarmement, les ministres

ont en outre engagé la République populaire démocratique de Corée à revenir sur sa récente décision de se retirer du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP).

#### CONSOMMATION ET TRAFIC ILLICITE DE DROGUES

Les ministres ont constaté que des progrès encourageants avaient été réalisés dans le domaine de la lutte contre le trafic et la consommation de drogues illicites et ils ont souligné qu'il était nécessaire d'accorder une attention accrue à ce problème. Ils sont convenus que les efforts visant à atténuer, et, en fin de compte, à éliminer ce fléau devraient être déployés principalement sur deux fronts, à savoir, premièrement, l'application des lois, ce qui suppose une plus large adhésion aux conventions relatives au contrôle international des drogues et, deuxièmement, l'adoption par les gouvernements et les organisations non gouvernementales de programmes novateurs de lutte contre la drogue.

#### DECOLONISATION

Après avoir reçu une délégation du Comité spécial des Vingt-Quatre de l'ONU, les ministres des affaires étrangères ont fait le point des efforts entrepris par l'Organisation des Nations Unies en matière de décolonisation. Tenant compte du débat relatif à la revitalisation de l'Assemblée générale en cours au sein de la communauté internationale et ayant pris acte, à cet égard, de la création de groupes de travail du Comité spécial des Vingt-Quatre ainsi que des observations formulées par les Etats Membres à la Quatrième Commission, ils ont pris note des vues exprimées par les puissances administrantes et par les dirigeants des territoires non autonomes qui avaient déclaré se soucier en premier lieu de la survie économique et financière de ces territoires. Les ministres ont réaffirmé qu'ils étaient foncièrement attachés au droit inaliénable qu'ont les peuples de ces territoires de décider eux-mêmes de leur futur statut politique.

#### ANNEE INTERNATIONALE DES POPULATIONS AUTOCHTONES

Les ministres ont noté que l'ONU avait proclamé l'année 1993 Année internationale des populations autochtones et ils ont demandé instamment que l'on n'épargne aucun effort pour aider ces populations à s'épanouir en tant que peuples.

#### REMERCIEMENTS

Les ministres ont tenu à exprimer aux Gouvernements et aux habitants de la Grenade, de Carriacou et de Petit Martinique leur profonde gratitude pour l'hospitalité qui leur avait été offerte lors de leur séjour et pour l'excellente organisation de leur réunion.

#### DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION

Les ministres ont accepté l'offre du Gouvernement bélizien qui a proposé d'accueillir leur vingtième réunion ordinaire, en mai 1994.

## APPENDICE

### DECLARATION SUR LE COMMERCE DES BANANES

Les ministres qui se sont rencontrés à la Réunion du Comité permanent des ministres des affaires étrangères de la Communauté des Caraïbes, tenue à la Grenade les 10 et 11 mai 1993, ont réaffirmé que le libre accès des bananes des Caraïbes au marché européen était une condition indispensable au bien-être socio-économique des très nombreux habitants des pays de la CARICOM et que toute suppression ou limitation de ce droit d'accès aurait des conséquences catastrophiques aux niveaux national et régional. Les ministres se sont déclarés très préoccupés par les initiatives qu'ont prises certains pays producteurs de bananes latino-américains et centraméricains qui s'opposent avec vigueur au régime adopté par la CEE en vertu de la Convention de Lomé, pour garantir aux pays producteurs de bananes de la CARICOM le libre accès au marché de la Communauté européenne.

Les ministres sont convenus qu'il était absolument nécessaire de protéger l'avantage que constitue le droit d'accès privilégié aux marchés de la Communauté européenne et de l'Amérique du Nord dont bénéficient les produits exportés par leur pays, notamment les bananes et le sucre.

Ils ont exprimé leur appui sans réserve à toute initiative des pays exportateurs de bananes de la CARICOM visant à combattre les effets négatifs des actions des pays exportateurs latino-américains.

Tout en insistant sur la nécessité d'un dialogue permanent sur cette question avec la sous-région d'Amérique centrale, les ministres ont invité les pays de la CARICOM à discuter en toute franchise de ce problème avec les pays d'Amérique centrale toutes les fois que l'occasion leur en serait offerte, et en particulier à la prochaine Conférence ministérielle entre la CARICOM et les pays de l'isthme centraméricain, qui doit se tenir à la Jamaïque.

Les ministres ont noté que le GATT jouait un rôle de plus en plus important dans la définition des relations commerciales internationales et ils ont demandé instamment à tous les Etats parties à l'Accord d'apporter leur plein soutien aux pays exportateurs de bananes de la CARICOM lors des discussions du GATT consacrées au commerce des bananes.

-----